Migrants clandestins : le premier « centre de retour » dans des territoires extra-européens, pourrait voir le jour « d'ici à un an », selon la Première ministre du Danemark ; la France, quant à elle, émet des réserves

23/06/2026 à 17h55



Immigration : le premier « centre de retour » de l'Union européenne pourrait voir le jour d'ici un an, selon la Commission européenne.

Cette nouvelle structure, également appelée « plateforme de retour » ou « hub de retour », serait destinée à accueillir des ressortissants de pays tiers faisant l'objet d'une décision d'expulsion après le rejet de leur demande d'asile ou l'expiration de leur droit au séjour dans l'UE. Le centre serait implanté dans un pays situé hors de l'Union européenne, dans le cadre d'un accord conclu avec l'État hôte.

Cette annonce intervient après l'adoption par le Parlement

européen d’un nouveau règlement visant à renforcer l’efficacité des retours des étrangers en situation irrégulière. Le texte ouvre notamment la possibilité pour les États membres de transférer certaines personnes concernées vers des centres situés dans des pays tiers, sous réserve du respect du droit international et des droits fondamentaux.

Le Danemark et l’Italie figurent parmi les principaux promoteurs de ce dispositif et affirment vouloir concrétiser un premier projet pilote dès la fin de l’année 2026 ou au cours de l’année 2027. Dix-neuf États membres soutiennent désormais cette orientation et demandent à la Commission européenne d’accompagner financièrement ces initiatives.

Le projet reste toutefois controversé. Plusieurs responsables politiques européens, dont le président français Emmanuel Macron, ont exprimé leurs réserves, estimant que ces centres seraient à la fois inefficaces et contraires aux valeurs défendues par l’Union européenne. Le débat sur leur financement et leur mise en œuvre devrait se poursuivre lors des prochains sommets européens.

Si les négociations aboutissent, ce premier centre de retour constituerait une étape majeure dans le durcissement de la politique migratoire européenne et dans la volonté affichée par plusieurs gouvernements d’accélérer l’éloignement des étrangers en situation irrégulière du territoire de l’Union.

CNews

> *Emmanuel Macron s’oppose au financement européen de centres de retour hors UE pour les clandestinspic.twitter.com/c0jPpsbo0R*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) June 19, 2026*